

Maintien du groupe de propulsion J85-CAN- 40

RETOMBÉES INDUSTRIELLES ET TECHNOLOGIQUES (RIT)

**Proposition de valeur
Instructions à l'intention des soumissionnaires**

Table des matières

1	INTRODUCTION
2	INSTRUCTIONS GÉNÉRALES
3	OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT
4	EXIGENCES OBLIGATOIRES
5	ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES
6	CRITÈRES COTÉS PAR POINTS
7	MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

1. INTRODUCTION

- 1.1. Le 5 février 2014, le gouvernement du Canada a dévoilé la Stratégie d'approvisionnement en matière de défense (SAMD). L'un des objectifs de la SAMD consiste à mettre à profit les achats de matériel de défense pour créer des emplois et favoriser la croissance économique au Canada. Les objectifs de la politique des retombées industrielles et technologiques (RIT) seront atteints par l'attribution d'une pondération et de cotes à une proposition de valeur incluse dans le plan d'évaluation menant à l'octroi du contrat.
- 1.2. L'objectif stratégique en matière de proposition de valeur pour le projet maintien du groupe de propulsion J85-CAN-40 consiste à tirer parti des capacités industrielles clés (CIC) du Canada en matière de soutien en service, qui est une compétence de premier plan et un service essentiel de l'industrie. Cet objectif découle d'une participation et d'une consultation poussées de l'industrie, ainsi que d'analyses en profondeur des capacités liées à l'approvisionnement.
- 1.3. Le soumissionnaire doit présenter une proposition de valeur recevable (« la proposition ») à la clôture des soumissions. La proposition sera réputée recevable par l'autorité des RIT si elle : i) se conforme exigences obligatoires indiquées à la section 4, et ii) obtient un minimum de points au moment de l'évaluation conformément à la section 3 du plan d'évaluation de la proposition de valeur (« le plan d'évaluation »). Une proposition jugée recevable sera par la suite évaluée en fonction des critères cotés par points exposés à la section 6 et recevra des points comme l'indique à la section 4 du plan d'évaluation.
- 1.4. Les résultats de l'évaluation de la proposition de valeur seront communiqués à l'autorité contractante qui les intégrera ensuite aux résultats de l'évaluation globale de la soumission, comme l'indique la section 4 dans le plan d'évaluation de l'approvisionnement.
- 1.5. Il incombe à l'autorité des RIT, en collaboration avec les organismes de développement régional et les experts en la matière, de veiller à ce que les propositions soient évaluées en fonction du plan d'évaluation.

2. INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

- 2.1. Le soumissionnaire doit, lors de la préparation de sa proposition, s'inspirer des instructions à l'intention du soumissionnaire, ainsi que du plan d'évaluation et les modalités relatives aux RIT. Les trois documents fournissent une orientation, des définitions ou des dispositions contractuelles importantes liées à la politique des

RIT. Les termes définis en nulle autre part de ce document ont le sens qui leur est attribué dans les modalités relatives aux RIT et dans la demande de proposition, annexes comprises, auxquelles sont jointes ces instructions à l'intention du soumissionnaire.

- 2.2. La proposition doit être présentée dans un volume distinct et autonome. Seule la proposition est examinée au cours de l'évaluation. Pour faciliter le processus d'évaluation, tout contenu pertinent pour la proposition figurant dans une autre section de la soumission devra être répété dans la proposition.
- 2.3. Il faut fournir un [1] exemplaire numérique de la proposition.
- 2.4. Les lois et processus fédéraux applicables régissent la proposition, la réception de celle-ci, son entreposage et sa protection par l'autorité des RIT.

3. OBJECTIFS DU CANADA EN MATIÈRE DE RIT

- 3.1. Le Canada souhaite s'assurer que ses investissements dans les biens et services liés à la défense génèrent des retombées économiques pour le pays, et qu'ils aient des répercussions de grande valeur et à long terme sur l'industrie canadienne dans les secteurs des technologies de pointe. La proposition doit clairement indiquer de quelle manière des activités commerciales proposées appuieront les objectifs du Canada en matière de RIT exposés ci-dessous, et de quelle manière ces objectifs seraient atteints si le soumissionnaire obtenait le contrat.
- 3.2. Secteur de la défense : l'un des objectifs centraux de la politique des RIT consiste à veiller à ce que l'approvisionnement en matière de défense contribue au développement économique et au maintien en puissance à long terme du secteur de la défense du Canada. Le soumissionnaire est invité à proposer le plus grand nombre possible d'activités commerciales au Canada concernant des travaux directement liés à l'approvisionnement et, dans un sens plus large, au secteur de la défense.
- 3.3. Développement des sources d'approvisionnement : le développement de la productivité et de la compétitivité des fournisseurs canadiens est au cœur des objectifs de la politique des RIT. Le soumissionnaire est invité à inclure dans sa proposition des occasions sérieuses de croissance et de participation à la chaîne d'approvisionnement pour des fournisseurs canadiens.
- 3.4. Recherche et développement (R.-D.) : l'un des principaux objectifs de la politique des RIT est d'encourager l'innovation, un facteur important permettant aux

entreprises canadiennes de progresser dans la chaîne de valeur et de saisir des débouchés. Le soumissionnaire est invité à proposer des investissements en R.-D. au Canada, et à trouver des travaux de recherche et de génie de grande valeur qui placeront les entreprises canadiennes dans une situation propice pour tirer profit de leur commercialisation subséquente.

- 3.5. L'amélioration des compétences et à la formation : signifie soutenir le perfectionnement, la croissance et le maintien d'une main-d'œuvre canadienne diversifiée, talentueuse et innovatrice. Le soumissionnaire est encouragé à proposer des transactions qui permettront d'améliorer ou de combler toute lacune dans les compétences et la capacité de formation de la main-d'œuvre canadienne.
- 3.6. Exportations : le secteur de la défense du Canada a un volume d'exportation très élevé; un des principaux objectifs en matière de RIT consiste à accroître la capacité du Canada à pénétrer les marchés d'exportation traditionnels et non traditionnels et de créer des emplois et des retombées économiques à long terme découlant des réussites dans ces marchés. Le soumissionnaire est invité à faire la preuve de sa capacité et de celle de ses fournisseurs à tirer profit de l'approvisionnement pour favoriser de futures exportations à partir du Canada.
- 3.7. Développement régional : les objectifs de la politique des RIT en matière de développement régional consistent à encourager les améliorations qualitatives à long terme de la capacité, de la compétitivité internationale et du potentiel de croissance des entreprises canadiennes dans les régions où le Canada a lancé des initiatives particulières de développement de la croissance et de la diversification économiques au moyen de l'approvisionnement. Les entreprises canadiennes doivent, dans toutes les régions désignées du Canada, avoir la possibilité de prendre part au projet.
- 3.8. Petites et moyennes entreprises (PME) : le Canada s'est donné l'objectif d'encourager la participation des PME aux acquisitions fédérales majeures à titre de fournisseurs et d'accroître leur compétitivité et leur accès aux marchés d'exportation. Les PME canadiennes doivent avoir la possibilité de prendre part au projet.

4. EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 4.1. Le soumissionnaire doit satisfaire à huit (8) exigences obligatoires dans sa proposition. Si la proposition ne satisfait pas à l'une de ces huit (8) exigences, elle sera jugée non recevable.
- 4.1.1. Première exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à mener des activités égales à au moins à cent pour cent (100%) de la valeur du contrat et mesurées en valeur du contenu canadien (y compris les options) pendant la période de réalisation. Cet engagement deviendra pour le soumissionnaire retenu une obligation contractuelle qui doit être exécutée en vertu du contrat subséquent.
- 4.1.2. Deuxième exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à réaliser au moins cinquante pour cent (50%) du prix du contrat (y compris les options) dans les transactions directes, mesurées en VCC.
- 4.1.3. Troisième exigence : le soumissionnaire doit s'engager à réaliser des transactions de PME minimums égales à au moins dix pour cent (10%) du prix du contrat (y compris les options), mesuré en VCC.
- 4.1.4. Quatrième exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à réaliser au moins cinq pour cent (5%) du prix du contrat (y compris les options) dans le développement du fournisseur dans les transactions, mesuré en VCC
- 4.1.5. Cinquième exigence : Le soumissionnaire doit s'engager à réaliser au moins cinquante mille (50 000 \$) en développement des compétences et en formation dans le cadre du soutien en service, mesuré en VCC
- 4.1.6. Sixième exigence : Dans sa proposition, le soumissionnaire doit :
- 4.1.6.1. préciser le prix de sa soumission avant les taxes et arrondi au dollar le plus près;
 - 4.1.6.2. déterminer les transactions décrites en détail et dont le total équivaut à au moins 30 pour cent du prix de la soumission mesuré en VCC;
 - 4.1.6.3. s'engager à déterminer, un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions indiquées à au moins

60 pour cent du prix du contrat (y compris les options) mesuré en VCC;

- 4.1.6.4. s'engager à déterminer, trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat, les transactions supplémentaires qui sont décrites en détail et qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat (y compris les options), mesuré en VCC.
- 4.1.7. Septième exigence : le soumissionnaire doit accepter l'ensemble des modalités relatives aux RIT et s'y conformer.
- 4.1.8. Sixième exigence : la proposition doit contenir les composantes suivantes, décrites plus précisément à la section 5 :
 - 4.1.8.1. le plan d'affaires de l'entreprise;
 - 4.1.8.2. le plan de gestion des RIT;
 - 4.1.8.3. le plan de développement régional;
 - 4.1.8.4. le plan de développement des petites et moyennes entreprises;
 - 4.1.8.5. Plan de l'entreprise en matière de genre et de diversité;
 - 4.1.8.6. les fiches détaillées des transactions proposées que le soumissionnaire présente, accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles;
 - 4.1.8.7. le certificat des exigences obligatoires signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe A;
 - 4.1.8.8. le certificats de critères cotés signé par un responsable de l'entreprise dûment autorisé, présenté à l'annexe B.

5. ÉVALUATION DES EXIGENCES OBLIGATOIRES

- 5.1. Les sections suivantes précisent le contenu attendu dans chacune des composantes des exigences obligatoires mentionnées ci-dessus à la section 4.1.6. La qualité des plans et les risques qu'ils comportent seront mesurés au cours de l'évaluation comme l'indique la section 3.1 du plan d'évaluation.
- 5.2. Chaque plan doit apporter une réponse à l'ensemble des éléments demandés exposés ci-dessous. Les réponses doivent être détaillées, et au besoin, expliquer comment les éléments aideront le soumissionnaire à atteindre les objectifs du Canada en matière de RIT.

5.3. Chaque plan doit traiter, au besoin, de la manière dont le soumissionnaire aborde les secteurs de risque de suivants :

- 5.3.1. expérience (exercer des activités ailleurs);
- 5.3.2. capacité (savoir-faire et outils en place);
- 5.3.3. planification (organisé, proactif);
- 5.3.4. ressources (équipe, installations, information); et,
- 5.3.5. mobilisation (interaction avec les intervenants)

5.4. Plan d'affaires de l'entreprise

5.4.1. Le plan d'affaires de l'entreprise a pour but de faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à constituer, planifier et décrire l'équipe qu'il propose pour réaliser les travaux du projet. Le plan doit également faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire et de son équipe à atteindre les objectifs en matière de RIT. Le plan d'affaires devrait compter de sept à dix pages, selon la taille de l'équipe du soumissionnaire.

5.4.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan d'affaires de l'entreprise du soumissionnaire :

- 5.4.2.1. une description de la structure, de la conduite et du rendement des opérations commerciales du soumissionnaire et de tous les donateurs admissibles proposés pour les travaux du projet;
- 5.4.2.2. une présentation détaillée du rôle suggéré de chaque entreprise dans les travaux du projet, l'emplacement prévu de ces travaux et le personnel clé qui sera chargé d'effectuer ceux-ci;
- 5.4.2.3. un organigramme de chaque entreprise qui présente ses opérations commerciales à l'échelle mondiale, et énonce clairement la structure, les relations entre les sociétés mères et les filiales et l'emplacement des principaux centres de responsabilité (c'est-à-dire le siège social, la fabrication, les centres de service, la R.-D. et le marketing);
- 5.4.2.4. la liste des installations canadiennes actuelles de chaque entreprise, qui comprend leur emplacement, leur date d'établissement, la nature de leurs activités, leur nombre d'employés et leur situation au sein de la structure de l'entreprise à l'échelle mondiale;

- 5.4.2.5. la description des répercussions générales et à long terme des travaux sur l'économie canadienne et de la manière selon laquelle ceux-ci répondent aux objectifs en matière de RIT de la section 3.

5.5. Plan de gestion des RIT

- 5.5.1. Le but du plan de gestion des RIT consiste à faire la preuve de l'aptitude du soumissionnaire à élaborer, mettre en œuvre et gérer ses obligations pour la durée complète de la période de réalisation et de rendre compte de celles-ci. C'est ici que le soumissionnaire énumère officiellement ses donateurs admissibles proposés. Le plan devrait compter entre six et huit pages.
- 5.5.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de gestion des RIT :
 - 5.5.2.1. la description des fonctions de gestion des RIT et de la structure pertinente que le soumissionnaire juge nécessaire pour respecter les obligations. Cette description doit comprendre un sommaire des méthodes, processus et procédures que le soumissionnaire emploiera pour déterminer et présenter les activités relatives aux RIT, ainsi que pour en assurer le suivi, en garder la trace et en rendre compte. Le sommaire devrait être présenté de manière suffisamment détaillée pour faire la preuve que le soumissionnaire comprend pleinement les obligations;
 - 5.5.2.2. le nom, les coordonnées et les renseignements biographiques du ou des responsables en matière de RIT du soumissionnaire et/ou la description des tâches des postes proposés;
 - 5.5.2.3. l'explication des processus internes utilisés par le soumissionnaire pour l'organisation, la défense des intérêts et la sensibilisation en matière de RIT, que cela soit propre au projet ou de manière générale. Le soumissionnaire devrait inclure une description de la manière dont les considérations relatives aux RIT seront incorporées aux processus décisionnels plus larges de l'entreprise; la description devrait être accompagnée d'une présentation de la manière dont on rendra compte de ces décisions et on en assurera le suivi;
 - 5.5.2.4. la description de toutes les activités de compensation, en matière de RIT ou de retombées industrielles et régionales (RIR), entreprises

par le soumissionnaire au cours des dix (10) dernières années au Canada et à l'étranger, accompagnée d'un exposé concis sur l'état d'avancement de chaque projet;

5.5.2.5. la liste des donateurs admissibles proposés du soumissionnaire et de leurs coordonnées, accompagnée de précisions et de documents expliquant comment chaque entreprise satisfait aux critères concernant les donateurs admissibles exposés dans les modalités relatives aux RIT.

- Tous les donateurs admissibles proposés font l'objet d'un examen et de l'approbation de l'autorité des RIT au cours de l'évaluation. Seuls les donateurs admissibles proposés qui satisfont aux critères figureront sur la liste des donateurs admissibles dans le contrat. Toute transaction proposée pour laquelle un donateur ne satisfait pas aux critères relatifs aux donateurs admissibles sera refusée.

5.6. Plan de développement régional

5.6.1. Le but du plan de développement régional consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux entreprises des régions désignées du Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.

5.6.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement régional :

5.6.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire dans les régions désignées du Canada dont le total se transformera en obligations à remplir au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT. Le plan peut également indiquer toute cible plus élevée en matière d'engagement régional à laquelle le soumissionnaire est prêt à s'engager par voie de contrat;

5.6.2.2. la description par le soumissionnaire de la justification opérationnelle de cette approche régionale;

5.6.2.3. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu

pour conséquence la répartition des transactions proposées entre les régions désignées du Canada;

5.6.2.4. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation afin d'améliorer les débouchés existants pour les régions désignées du Canada;

5.6.2.5. la description de la manière dont les considérations régionales sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire.

5.7. Plan de développement des petites et moyennes entreprises (PME)

5.7.1. Le but du plan de développement des petites et moyennes entreprises consiste à faire la preuve de l'engagement du soumissionnaire à fournir des débouchés et de l'aide aux PME au Canada. Le plan devrait compter entre cinq et sept pages.

5.7.2. Les renseignements suivants devraient figurer dans le plan de développement des PME :

5.7.2.1. la détermination et la description des transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les PME au Canada, le plus élevé que le totale ou 15 pour cent du prix du contrat deviendra une obligation à respecter au titre de l'article 3 des modalités relatives aux RIT;

5.7.2.2. la description des activités et méthodes entreprises à ce jour par le soumissionnaire et ses donateurs admissibles proposés qui ont eu pour conséquence la répartition des transactions proposées à des PME;

5.7.2.3. la description des activités et méthodes qui seront entreprises entre l'octroi du contrat et la fin de la période de réalisation pour améliorer les débouchés existants pour les PME;

5.7.2.4. la description de la manière dont les considérations relatives aux petites et moyennes entreprises sont incorporées aux processus décisionnels en matière de RIT du soumissionnaire;

5.7.2.5. la description de toute initiative ou aide qui serait apportée aux PME (à l'échelle générale de l'entreprise ou dans le cadre précis du projet) dans le but de les stimuler et d'en faire la promotion à titre de fournisseurs éventuels du projet mais aussi de développer leur capacité à chercher et mener de nouvelles activités commerciales. Par exemple, il peut s'agir de dispositions spéciales de paiement ou de financement.

5.8. Plan de l'entreprise en matière de genre et de diversité

5.8.1 L'objectif du plan d'égalité des sexes et de diversité est de démontrer l'approche du soumissionnaire pour accroître la diversité en améliorant la proportion des groupes désignés, tels que définis dans la loi sur l'équité en matière d'emploi, dans la structure de la haute direction de l'entreprise, le niveau de travail et les chaînes d'approvisionnement. La longueur prévue du plan est de 1 à 3 pages.

5.8.2 Le plan pour l'égalité des sexes et la diversité peut inclure, sans s'y limiter, les éléments suivants :

5.8.2.1 Toutes les déclarations publiques que le soumissionnaire a publiées pour promouvoir la diversité, l'inclusion et l'égalité au sein de ses organisations ;

5.8.2.2 Toute politique de non-tolérance de l'entreprise du soumissionnaire en matière de discrimination à l'égard des groupes désignés, telle que définie dans la loi sur l'équité en matière d'emploi ;

5.8.2.3 Toute formation existante ou prévue par le soumissionnaire pour former son personnel à la diversité et à l'inclusion ;

5.8.2.4 Toute autre activité d'entreprise prévue par le soumissionnaire pour accroître ou promouvoir la diversité et l'inclusion dans sa main-d'œuvre ;

5.8.2.5 Toute statistique disponible sur la proportion des groupes désignés employés dans l'entreprise du soumissionnaire au niveau des cadres supérieurs et des ouvriers ; et

5.8.2.6 L'approche du soumissionnaire pour tenir compte du genre et de la diversité dans ses méthodes de sélection des fournisseurs, en prenant en considération les entreprises qui sont majoritairement dirigées par des groupes désignés tels que définis dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi.

5.8.2.7 Le plan du soumissionnaire en matière de genre et de diversité sera examiné uniquement pour confirmer qu'il est présent dans la proposition.

5.9. Fiches détaillées des transactions

- 5.9.1. La proposition doit comprendre une fiche distincte et détaillée pour chaque transaction proposée par le soumissionnaire, et pour laquelle il est prêt à s'engager par voie de contrat. Un modèle de fiche de transaction est fourni en annexe B aux modalités relatives aux RIT. Le soumissionnaire est invité à utiliser ce modèle à des fins d'uniformité et de facilité administratives.
- 5.9.2. En plus des fiches de transaction, le soumissionnaire doit inclure un tableau récapitulatif de l'ensemble des transactions qu'il propose. Le tableau récapitulatif devrait indiquer clairement chaque transaction et fournir la ventilation des totaux partiels et pourcentages appropriés selon les catégories « directes », « indirectes », « régionales », « petites et moyennes entreprises » et « critères cotés ». Le tableau récapitulatif devrait décrire brièvement la manière dont chaque transaction proposée s'harmonise avec les critères cotés pour compléter les détails qui figurent dans la fiche de transaction. Le soumissionnaire peut utiliser le format de son choix pour le tableau récapitulatif.
- 5.9.3. Le soumissionnaire devrait intégrer un plan de prévision pour les transactions attendues 1 et 3 ans après la date d'entrée en vigueur du contrat. Le plan de prévision devrait contenir les renseignements suivants, sans toutefois s'y limiter : la liste des entreprises canadiennes prises en compte ou les capacités particulières recherchées auprès des fournisseurs canadiens.
- 5.9.4. Il est fortement recommandé au soumissionnaire de remplir entièrement chaque section de la fiche de transaction comme on le présente ci-dessous de sorte que la transaction puisse être convenablement évaluée. Le soumissionnaire devrait également fournir des détails et des documents dans sa proposition à l'appui de l'admissibilité de la transaction. Le fait de ne pas décrire ou documenter convenablement la transaction proposée peut donner lieu à son rejet en raison du non-respect des critères d'admissibilité des transactions.

- 5.9.5. Lors de la détermination d'une transaction aux fins de la section 4.1.3, une feuille de transaction signée doit être présentée à l'autorité des RIT; elle doit désigner le donateur admissible et l'entreprise bénéficiaire, décrire l'activité commerciale en détail, fournir des renseignements sur l'évaluation et respecter les instructions à l'intention du soumissionnaire ainsi que les modalités des RIT en ce qui concerne les critères d'admissibilité, l'évaluation, les types de transaction et la mise en banque.
- 5.9.6. Si le soumissionnaire présente dans sa proposition des transactions dont la valeur dépasse de toute exigence minimale indiquée dans ces Instructions des Soumissionnaires :
- 5.9.6.1. aucun point supplémentaire ne sera inclus dans l'évaluation cotée en sus de ceux décrits dans le plan d'évaluation; et
- 5.9.6.2. les valeurs de l'obligation figurant à l'article 3 des modalités doivent être adaptées pour correspondre à la valeur totale de ces transactions;
- 5.9.7. Instructions concernant les fiches de transaction :
- 5.9.7.1. Aperçu de transaction
- Titre et numéro (*fournir un titre court qui désigne l'activité et un numéro unique selon un ordre simple et séquentiel*)
 - Date de présentation de la transaction (*date de la proposition*)
 - Tranche (*la proposition représente la tranche 1*)
- 5.9.7.2. Coordonnées de l'entrepreneur (*renseignements concernant l'entrepreneur proposé pour le projet*)
- 5.9.7.3. Coordonnées de le donateur (*renseignements concernant le donateur proposé pour le projet*)
- 5.9.7.4. Renseignements relatifs à l'entreprise bénéficiaire (*Remarques : i) la description de l'entreprise devrait mentionner les emplacements, l'histoire de l'entreprise et ses capacités centrales ; ii) voir l'article 8.1.5 des modalités pour les autres exigences concernant les bénéficiaires.*)

5.9.7.5. Évaluation et échelonnement (*préciser les VCC globales, selon le cas, ainsi que le calendrier détaillé de l'engagement divisé en périodes de 12 mois, qui reflètent les périodes de rapport*)

- Aux fins du processus d'évaluation, on ne tiendra pas compte de la valeur multipliée d'une transaction proposée qui concerne un multiplicateur de crédit, la réalisation de ventes ultérieures, ou l'amélioration de la valeur comme le décrit l'article 7 des modalités. On ne tiendra compte que de la valeur nominale de l'investissement initial dans la transaction proposée. Les valeurs de crédits multipliés, la réalisation de ventes ultérieures ou l'amélioration de la valeur seront comptabilisées après la date d'entrée en vigueur du contrat.

5.9.7.6. Détails concernant la transaction

- Type de transaction (*directe ou indirecte, regroupée, mise en banque*)
- Description de la transaction (*présenter une description détaillée de l'activité proposée qui indique la nature des travaux; l'emplacement des travaux au Canada; les quantités et le calendrier estimés; tous les marchés d'utilisation finale, plateformes ou programmes, et d'autres renseignements pertinents*)
- Activité liée à la proposition de valeur (*oui ou non*)
 - Portant sur la défense (*oui, non ou double emploi*)
 - Activité de R.-D. (*oui ou non*)
 - Développement des sources d'approvisionnement (*oui ou non*)
 - Développement des compétences et en formation (*oui ou non*)
- Description ou justification des classifications concernant la proposition de valeur mentionnées ci-dessus (*faire la preuve et rendre compte clairement de l'harmonisation avec les exigences de la proposition de valeur*)
- Type d'activité (*c.a.d. achat, investissement*)

- Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) (*remplissez les codes SCIAN primaire, secondaire, et tertiaire*)
- Type d'activité commerciale (*sélectionnez une type d'activité commerciale qui s'applique le mieux*)
- Précisions concernant le cadre d'investissement (*le cas échéant*)
 - Type d'investissement admissible (*paiement en espèces, achat d'actions en espèces, propriété intellectuelle en nature, transfert d'équipement, soutien à la commercialisation*)
 - Type d'activité de R.-D. ou de commercialisation (*c.a.d. analyse d'essais, recherche appliquée, planification commerciale, études de faisabilité*)
 - Plan d'affaires compris (*modèle figurant à l'annexe D des modalités*)
 - Documents relatifs à l'évaluation compris (*entente ou rapport d'évaluation en nature, suivant le cas*)

5.9.7.7. Renseignements relatifs aux membres du consortium (*le cas échéant*)

5.9.7.8. Critères d'admissibilité des transactions (*fournir le plus de détails et de précisions possibles dans la description de la manière dont une transaction proposée respecte chacun des critères d'admissibilité exposés dans les modalités relatives aux RIT. Le modèle de la fiche de transaction fournit une orientation à cet égard. Toutes les précisions, documents et certificats devraient faire partie de la proposition*).

5.9.7.9. Autre

- Aide du gouvernement du Canada (*indiquer la date et donner des détails concernant toute aide apportée par un palier de gouvernement au Canada pour une activité particulière, un donateur admissible ou un bénéficiaire*)
- Valeur du contenu canadien (VCC) (*indiquer ici la méthode d'établissement de la VCC choisie*.)

- Niveau de technologie (*pour les transactions indirectes, décrire brièvement le niveau de technologie, en précisant s'il est égal ou supérieur à celui du projet.*)

5.9.7.10. Signature (*un signataire autorisé de l'entreprise du soumissionnaire ou du donateur admissible proposé*)

5.10. Certificat de respect des exigences obligatoires

5.10.1. Le soumissionnaire doit présenter son certificat des exigences obligatoires (annexe A) avec sa proposition; le certificat doit comprendre le nom de son entreprise et le prix de la soumission, et doit être signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

6. CRITÈRES COTÉS PAR POINTS

6.1 Proposition de valeur : le soumissionnaire devrait fournir des renseignements et des précisions au sujet de ses engagements concernant la proposition de valeur, de ses transactions et de sa stratégie d'exportation internationale, qui seront cotés comme l'indique la section 4 du plan d'évaluation. Le soumissionnaire devrait remplir et présenter le certificat des critères cotés par points (annexe B) signé et daté par un représentant de l'entreprise dûment autorisé à lier l'entreprise.

6.1.1. – La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à effectuer des transactions directes impliquant des activités directes au-delà de l'exigence obligatoire Critère direct de la section 4.1.2 Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions directes proposées du soumissionnaire. Le soumissionnaire devrait décrire dans sa proposition en quoi les transactions proposées sont directes; il devrait fournir des précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette harmonisation peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation. Les transactions directes qui sont identifiées dans la Proposition deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.

6.1.2. Petites et moyennes entreprises – La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à effectuer des transactions avec les PME au-delà de l'exigence obligatoire Critère PME de la section 4.1.3. Cet

engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les activités avec les PME. Les transactions avec les PME qui sont identifiées dans la Proposition deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.

- 6.1.3. Recherche et développement dans Soutien en service – La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à effectuer des transactions concernant des activités de recherche et développement. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les activités de recherche et développement. Le soumissionnaire devrait décrire dans sa proposition de quelle façon les transactions proposées visent la recherche et développement; il devrait fournir des précisions et documents à l'appui. Les transactions qui correspondent à la recherche et développement qui sont identifiées dans la Proposition deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.

- 6.1.4. Développement des sources d'approvisionnement dans Soutien en service – La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à effectuer des transactions qui visent le développement des sources d'approvisionnement. Cet engagement devrait prendre la forme d'un pourcentage sur le prix du contrat, y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui visent le développement des sources d'approvisionnement. Le soumissionnaire devrait décrire dans sa proposition de quelle façon les transactions proposées visent le développement des sources d'approvisionnement; il devrait fournir des précisions et documents à l'appui. L'absence de preuve de cette correspondance peut entraîner l'absence de point lors de l'évaluation. Les transactions qui correspondent au développement des sources

d'approvisionnement qui sont identifiées dans la Proposition deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.

- 6.1.5. Développement des compétences et formation dans le cadre du soutien en service: La proposition devrait comprendre l'engagement du soumissionnaire à effectuer des transactions concernant des activités de développement des compétences et formation dans le cadre du soutien en service au-delà de l'exigence obligatoire Critère développement des compétences et formation de la section 4.1.5. Cet engagement devrait être exprimé par incréments de cinquante mille dollars (50 000\$), y compris les options, mesuré en VCC. Cet engagement deviendra une obligation à exécuter pendant la période de réalisation.

La proposition devrait comprendre les transactions proposées du soumissionnaire qui concernent les activités de développement des compétences et formation dans le cadre du soutien en service. Les transactions de développement des compétences et formation dans le cadre du soutien en service qui sont identifiées dans la Proposition deviendront des obligations à exécuter pendant la période de réalisation.

7. MISE EN BANQUE ET REGROUPEMENT

- 7.1. La mise en banque et les regroupements sont décrits dans les modalités. Le soumissionnaire peut utiliser des transactions mises en banque, ou une partie regroupée de ces dernières, dans le cadre de sa proposition.
- 7.1.1. Le soumissionnaire présentant une transaction mise en banque dans sa proposition devrait annexée : i) la copie de la fiche de la transaction mise en banque approuvée; et, ii) le relevé bancaire annuel le plus récent autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.
- 7.1.2. Le soumissionnaire présentant une partie regroupée d'une transaction mise en banque devrait annexée le relevé bancaire le plus récent autorisé par l'autorité des RIT et daté d'avant la date de publication de la demande de proposition à laquelle la proposition fait suite.
- 7.1.3. Dans tous les cas, la valeur indiquée dans le relevé bancaire sera celle qui sera utilisée pendant le processus d'évaluation

- 7.1.4. Une transaction regroupée, en tout ou partie, peut figurer dans la proposition seulement si elle provient de la banque.
- 7.2. Si une transaction mise en banque est utilisée dans le cadre d'une proposition, le comité d'évaluation considérera la transaction approuvée pour s'être conformée aux critères d'admissibilité des transactions, exception faite du donateur admissible.
 - 7.2.1. On évaluera la transaction mise en banque afin de déterminer si elle respecte les critères du projet relatifs au donateur admissible énoncés à l'article 8 des modalités.
- 7.3. L'acceptation d'une transaction mise en banque ne garantit pas de points de proposition de valeur. Toutes les transactions mises en banque seront évaluées aux fins du pointage de la proposition valeur comme le décrit le plan d'évaluation.
- 7.4. Le soumissionnaire peut présenter des transactions mises en banque de toute VCC dans sa proposition. La VCC totale des transactions mises en banque présentées dans la proposition se transformera en engagement à exécuter au titre de l'article 3 des modalités. Cependant, la VCC de toute transaction mise en banque dépassant 50 pour cent du total de l'ensemble des transactions mentionnées dans la proposition ne comptera pas dans l'évaluation.
- 7.5. Le soumissionnaire est invité à présenter les transactions mises en banque proposées à la banque des RIT bien en avance de la date de publication de la demande de proposition. Une transaction mise en banque, ou une portion de celle-ci, figurant dans la proposition pour laquelle la date du relevé bancaire autorisé est postérieure à la date de publication de la demande de proposition pour le projet ne sera pas prise en compte dans l'évaluation des exigences obligatoires ou cotée. De plus, cette transaction ne deviendra pas une obligation à exécuter au titre du contrat.

Annexe A – Certificat des exigences obligatoires

Le soumissionnaire, _____, déclare et atteste que par cette proposition pour le projet, il accepte et remplit les conditions suivantes :

Exigence obligatoire	Engagement contractuel particulier
1. Il s'engage à réaliser des transactions équivalant à au moins ____ pour cent de la valeur du contrat (<i>100 pour cent ou, si elle est plus élevée, la valeur totale des transactions présentées dans la proposition</i>), (y compris les options) mesurées en valeur de contenu canadien (VCC), et à les effectuer au cours de la période de réalisation.	Article 3.1.1
2. S'engager à atteindre au moins cinquante pour cent (50 %) du prix du contrat (y compris les options) dans les transactions directes, mesurées en VCC.	Article 3.1.2.1
3. Il s'engage à réaliser au moins dix pour cent (10 %) du prix du contrat (y compris les options) en transactions mesurées en VCC, avec des petites et moyennes entreprises.	Article 3.1.4
4. Il s'engage à réaliser au moins cinq pour cent (5 %) du prix du contrat (y compris les options) en transactions mesurées en VCC, dans Développement de sources d'approvisionnement	Article 3.1.2.1
5. Il s'engage à réaliser au moins cinquante mille (50,000\$) dans le développement des compétences et formation	Article 3.1.2.4
6 a) Il précise le prix de son offre (avant taxes et arrondi au dollar le plus près) comme étant : _____ \$	
6 b) il détermine des transactions qui équivalent au total à au moins 30 pour cent du prix de la soumission, mesurée en VCC.	Articles 3.1.1, 3.1.2, 3.1.3, 3.1.4 et 3.1.5
6 c) il s'engage à déterminer un (1) an après la date d'entrée en vigueur du contrat d'autres transactions supplémentaires qui portent le total cumulé des transactions déterminées à au moins 60 pour cent du prix du contrat (y compris les options) mesuré en VCC;	Article 3.2.1
6 d) il s'engage à déterminer trois (3) ans après la date d'entrée en vigueur du contrat d'autres Transactions qui portent le total cumulé des transactions indiquées à 100 pour cent du prix du contrat (y compris les options) mesuré en VCC.	Article 3.2.2
7. Il consent à l'ensemble des modalités relatives aux RIT.	L'ensemble des articles et des annexes.
8. Il a présenté les composantes obligatoires de la proposition suivantes :	

<ul style="list-style-type: none"> • le plan d'affaires de l'entreprise; • le plan de gestion des RIT; • le plan de développement régional; • Plan de l'entreprise en matière de genre et de diversité; • le plan de développement des petites et moyennes entreprises; • les fiches de transaction détaillées accompagnées d'un tableau récapitulatif de chacune d'entre elles; • le présent certificat des exigences obligatoires, dûment rempli, signé et daté. 	Annexe A
---	----------

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES EXIGENCES OBLIGATOIRES A ÉTÉ SIGNÉ
CE _____^E JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR DE
L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

Annexe B – Certificat des critères cotés par points

Le soumissionnaire, _____, déclare et certifie que par cette proposition pour le projet Maintien du groupe de propulsion J85-CAN-40, il prend les engagements suivants qui donnent suite aux critères cotés par points exposés à la section 6 :

Critères cotés par points <i>(modifier au besoin)</i>	Engagement du soumissionnaire le montant supérieur à l'exigence minimale	Maximum de points pouvant être atteint pour l'engagement supérieur à l'exigence minimale	Engagement contractuel
Directe		75	
Engagement	%		Article 3.1.2.1
Transactions déterminés	%		Article 3.1.2.1
	<i>L'article 3.1.2.1 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions identifiées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>		
Petites et moyennes entreprises		5	
Engagement	%		Article 3.1.4
Transactions déterminés	%		
	<i>L'article 3.1.4 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions identifiées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>		
Recherche et développement (dans soutien en service)		5	
Engagement	%		Article 3.1.2.2
Transactions déterminés	%		Article 3.1.2.2
	<i>L'article 3.1.2.2 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions identifiées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>		
Développement des sources d'approvisionnement		5	
Engagement	%		Article 3.1.2.3
Transactions déterminés	%		Article 3.1.2.3
	<i>L'article 3.1.2.3 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions identifiées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>		
Développement des compétences et formation (dans soutien en service)		10	

Engagement	%		Article 3.1.2.4
Transactions déterminés	%		Article 3.1.2.4
	<i>L'article 3.1.2.4 comprendra la valeur en pourcentage de l'engagement, ou des transactions identifiées, selon la plus élevée des deux valeurs.</i>		

EN FOI DE QUOI, CE CERTIFICAT DES CRITÈRES COTÉS PAR POINTS A ÉTÉ
SIGNÉ CE _____^E JOUR DE _____ PAR UN CADRE SUPÉRIEUR
DE L'ENTREPRISE DÛMENT AUTORISÉ À ENGAGER L'ENTREPRISE.

SIGNATURE

NOM ET TITRE DU CADRE SUPÉRIEUR DE L'ENTREPRISE